

Sommaire

HUMAN-CENTRIC

► "Strategic Foresight Report 2023: Sustainability and People's Wellbeing at the Heart of Europe's Open Strategic Autonomy"

NATURE-CENTRIC

► " Un manque de financement et de préparation : L'insuffisance des investissements et de la planification en matière d'adaptation au climat expose le monde au danger "

EXPONENTIALITE

► " The economic potential of generative AI : The next productivity frontier "

PLANETARISATION

► " AXA Future risks report 2022 "

GOVERNANCE

► "SIPRI Yearbook 2023 "

◆◆◆ HUMAN-CENTRIC

► **Strategic Foresight Report 2023: Sustainability and People's Wellbeing at the Heart of Europe's Open Strategic Autonomy /European Commission, 2023**

Tags : Durabilité | Coopération internationale | Transition énergétique | Union européenne |

Ce rapport de la Commission européenne souligne l'impact majeur de la transition verte sur la cohésion sociale et met l'accent sur les dimensions territoriale et générationnelle.

Le rapport révèle que la dynamique géopolitique mondiale subit des transformations majeures qui impactent l'ordre international, notamment, la guerre entre la Russie et l'Ukraine et la rivalité économique entre la Chine et les Etats-Unis. Les tensions mondiales s'accompagnent d'une "bataille de récits", devenue une "bataille d'offres", influençant l'opinion publique mondiale et l'action gouvernementale. Par conséquent, les pays émergents aspirent à accroître leur influence, posant des défis à la coopération internationale.

Par ailleurs, la coopération en matière de changement climatique est entravée par des questions de responsabilité des émissions de gaz à effet de serre, de défis économiques dans les pays émergents et de préoccupations sur l'impact des initiatives vertes sur le développement. La durabilité devient de plus en plus une clé de compétitivité, exigeant un soutien accru à la recherche, au développement et à l'innovation.

Contact :

Institut Royal des Etudes Stratégiques
Avenue Azzaitoune, Hay Riad
Rabat 10100, Maroc
Tél. : +212 (0) 537 71 83 83
Fax : +212 (0) 537 71 37 99
Email : contact@ires.ma



Le rapport met l'accent, également, sur la préservation des ressources environnementales et ses liens avec l'économie et l'équité intergénérationnelle. Le nouveau modèle économique devrait dissocier la croissance de l'utilisation des ressources, impliquant des mesures telles que la circularité et l'efficacité énergétique. Pour ce qui concerne la transition verte, celle-ci nécessite des investissements massifs, estimés à plus de 620 milliards d'euros par an, avec une pression croissante pour assurer un financement suffisant, notamment, du secteur privé.

Les inégalités éducatives persistent, limitant ainsi la mobilité sociale. Les fissures croissantes dans la cohésion sociale sont accentuées par le changement climatique, affectant durement les populations les plus pauvres et les plus vulnérables.

En outre, les inégalités, liées à une perte de confiance dans les institutions démocratiques, entraînent une érosion de la confiance publique, la polarisation et l'émergence de mouvements extrémistes. Le contrat social actuel montre des fissures face aux évolutions démographiques, migratoires et professionnelles.

En conclusion, la Commission européenne souligne, entre autres mesures, la nécessité de :

- garantir un nouveau contrat social européen adapté à un avenir durable, avec des politiques de protection sociale renouvelées et un accent mis sur des services sociaux de haute qualité ;
- soutenir l'évolution de la production et de la consommation vers la durabilité, en renforçant la réglementation et en favorisant des modes de vie équilibrés ;
- s'orienter vers une "Europe des investissements" grâce à l'action publique et à l'augmentation des flux financiers privés en faveur des investissements stratégiques pour les transitions.
- poursuivre l'évolution des indicateurs politiques et économiques vers un bien-être durable et inclusif, notamment en ajustant le PIB en fonction de différents facteurs ;
- renforcer la démocratie, notamment, en plaçant l'équité générationnelle au cœur de l'élaboration des politiques, afin de renforcer le soutien aux transitions.

Source: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/api/files/document/print/en/ip_23_3623/IP_23_3623_EN.pdf



◆◆◆◆◆ NATURE-CENTRIC

► Un manque de financement et de préparation : l'insuffisance des investissements et de la planification en matière d'adaptation au changement climatique expose le monde au danger/PNUE, 2023

Tags : Adaptation | Climat | Changement climatique | Atténuation |

Ce rapport, publié en amont des négociations sur le climat de la COP28, porte sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation aux changements climatiques dans le monde. Le rapport fournit une évaluation scientifique annuelle des progrès mondiaux en termes de planification, de financement et de mise en œuvre de l'adaptation.

Le rapport Annual Gao Report 2023 est organisé en cinq chapitres qui abordent différents aspects de l'adaptation au changement climatique.

Le premier chapitre examine le contexte politique et scientifique entourant l'adaptation. Il met en lumière les enjeux actuels liés à cette problématique. Le deuxième chapitre se penche sur les avancées mondiales en matière de planification de l'adaptation. Il analyse les initiatives et les mesures prises à l'échelle mondiale pour faire face aux défis du changement climatique. Le troisième chapitre évalue les progrès réalisés au niveau mondial en ce qui concerne la mise en œuvre de l'adaptation. Il examine comment les plans et les politiques se traduisent concrètement sur le terrain. Le quatrième chapitre offre une mise à jour détaillée des coûts, des besoins et des flux de financement pour l'adaptation. Enfin, le cinquième chapitre se concentre sur les pertes et les dommages causés par le changement climatique. Il présente des études de cas à l'échelle mondiale qui illustrent les impacts du changement climatique aux niveaux mondial, régional et local, ainsi que les réponses en matière d'adaptation mises en place, en réponse aux avancées réalisées lors des conférences de Glasgow (COP 26) et de Sharm EL-Sheikh (COP 27).

Les principales conclusions du rapport :

- Les températures mondiales continuent de s'élever, tout comme les impacts et les risques climatiques, soulignant ainsi l'urgence d'accélérer le processus d'adaptation à l'échelle mondiale.
- Un pays sur six ne dispose toujours pas d'un instrument national de planification de l'adaptation et des efforts supplémentaires doivent être consentis pour combler l'écart restant.
- La progression de la mise en œuvre de l'adaptation dans les pays en développement stagne.



- L'estimation des coûts actualisés de l'adaptation pour les pays en développement se situe dans une fourchette centrale comprise entre 215 milliards de dollars É.-U. et 387 milliards de dollars É.-U. par an au cours de la présente décennie.
- Les coûts estimés de l'adaptation pour les pays en développement au Moyen Orient et l'Afrique du Nord est de 160 milliards de dollars par an au cours de la présente décennie.
- Malgré l'urgente nécessité d'accélérer et d'augmenter le financement public international de l'adaptation en faveur des pays en développement, ces flux ont diminué depuis 2020.
- Le déficit de financement de l'adaptation est 10 à 18 fois supérieur aux flux de financement internationaux actuels, soit au moins 50 % de plus que la fourchette estimée précédemment.
- L'égalité des genres et l'inclusion sociale ne sont pas suffisamment prises en compte dans les besoins et les flux de financement de l'adaptation.
- La lenteur et les lacunes des mesures d'atténuation et d'adaptation se traduisent de plus en plus par des limites souples¹ et des limites strictes² en matière d'adaptation, dont certaines ont peut-être déjà été atteintes.
- Le manque de clarté conceptuelle³ est un obstacle manifeste à la réalisation de progrès politiques et opérationnels s'agissant des pertes et préjudices.
- Les Plans Nationaux d'Adaptation (PNA) et les contributions déterminées au niveau national (CDN) mentionnent de plus en plus les pertes et les préjudices, mais ces documents n'offrent que peu d'options pour remédier aux pertes et préjudices et, en grande majorité, ne traitent pas la question des pertes et préjudices non économiques.

¹ Les limites souples sont celles qui peuvent être évitées ou minimisées par des efforts d'adaptation plus ciblés. Elles sont cependant susceptibles de changer au fil du temps, à la suite de changements en fonction de l'accélération du changement climatique et du développement technologique et politique, ou à mesure que les arbitrages sont réévalués.

² Les limites strictes sont celles qui surviennent dans les systèmes et qui ne peuvent être évitées que par l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre.

³ Le manque de clarté qui règne chez les parties prenantes impose de parvenir d'urgence à un consensus international sur les concepts clés qui permettront d'accélérer les progrès et la mise en œuvre du mécanisme des pertes et préjudices, y compris l'établissement du nouveau fonds dédié aux pertes et préjudices et des modalités de financement convenu lors de la COP 27 en 2022.



- Bien que de nombreuses incertitudes subsistent quant aux besoins financiers requis pour faire face aux pertes et préjudices, il importe de trouver des sources de financement et des structures de gouvernance innovantes pour atteindre l'ampleur nécessaire.

Les recommandations proposés dans le rapport :

Pour combler le déficit de financement de l'adaptation, il convient de mobiliser davantage de financements internationaux, nationaux et privés. En outre, il faudrait idéalement réformer l'architecture financière mondiale et renforcer la coopération internationale. Les quatre approches potentielles pour combler le déficit de financement de l'adaptation demeurent :

- les envois de fonds par les migrants vers leur pays d'origine, qui représentent généralement une part significative du PIB ;
- l'augmentation des financements adaptés, destinés aux petites et moyennes entreprises, car elles constituent la majeure partie du secteur privé dans de nombreux pays en développement ;
- la réforme de l'architecture financière mondiale à l'instar de celle proposée par l'Initiative de Bridgetown⁴, qui a un énorme potentiel pour aider les pays en développement à renforcer leur résilience face aux futurs chocs climatiques, notamment par des changements dans la gestion du fardeau de la dette des pays vulnérables ;
- l'exécution de l'article 2.1(c) de l'Accord de Paris⁵ sur la comptabilité des flux financiers avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de carbone et résilient aux changements climatiques.

Source : <https://reliefweb.int/attachments/0479809a-85ba-46da-99fd-a915c28bde88/FR.pdf>

⁴ Une série de propositions formulées par des pays en voie de développement lors du sommet pour "un nouveau pacte financier mondial" plus solidaire et davantage adapté à la lutte contre le changement climatique et d'autres défis, comme la pauvreté et les inégalités.

⁵ Article 2.1(c) : Rendant les flux financiers compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques.



◆◆◆◆◆◆◆◆ EXPONENTIALITE

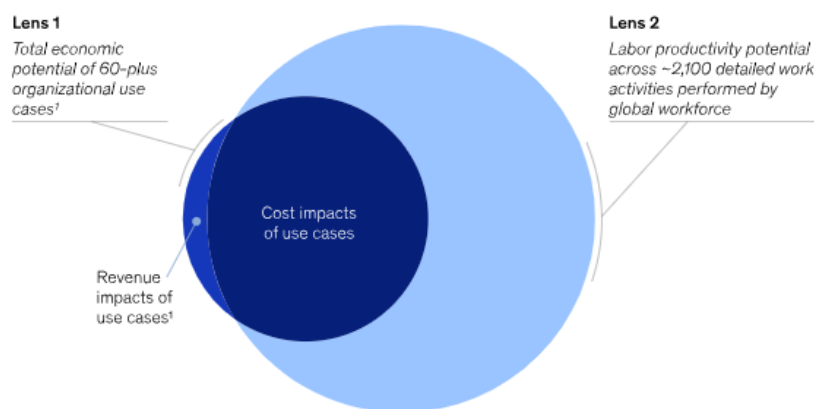
► **The economic potential of generative AI : the next productivity frontier/Mckinsey Global Institute, 2023**

Tags : Intelligence artificielle | Croissance économique | Productivité | Automatisation | R&D |

Ce rapport, publié par le Cabinet de consultant McKinsey, souligne que l'intelligence artificielle pourrait accroître la productivité économique mondiale.

En effet, l'intelligence artificielle dite « générative » a le potentiel de générer dans le monde, chaque année, une richesse supplémentaire comprise entre 2 600 et 4 400 milliards de dollars et ce, pour l'amélioration plus rapide que prévu des grandes plateformes d'intelligence artificielle basées sur des « modèles de fondation », comme le Transformer de Google, disponible en open source depuis 2017. Il s'agit de plateformes logicielles entraînées sur des volumes importants de données qui – par apprentissage auto-supervisé grâce aux « réseaux de neurones profonds » – sont capables de converser avec leurs usagers en langage naturel et d'utiliser toutes sortes de contenus existants (texte, images, musique...) pour en générer de nouveaux.

The potential impact of generative AI can be evaluated through two lenses.



⁷For quantitative analysis, revenue impacts were recast as productivity increases on the corresponding spend in order to maintain comparability with cost impacts and not to assume additional growth in any particular market.

McKinsey & Company

L'étude McKinsey prévoit que 75 % de la valeur générée par l'intelligence artificielle devrait toucher quatre grands types de fonctions, communes à la plupart des activités économiques. Il s'agit des relations avec les clients, des activités de marketing et de vente, du codage informatique ainsi que de la recherche-développement.



L'intelligence artificielle a le potentiel, également, d'accélérer la découverte de nouveaux médicaments, de perfectionner le design des essais cliniques et d'améliorer la fabrication et la distribution des médicaments et des vaccins. Cela pourrait transformer la physionomie du marché du travail car l'IA donne la possibilité d'automatiser des tâches qui représentent 60 à 70 % du temps de travail effectué aujourd'hui, qui pourraient être automatisées à hauteur de 50 % entre 2030 et 2060, avec un point médian en 2045, notamment, la recherche d'information propre à l'entreprise, la rédaction de comptes rendus de réunions, ...

Enfin, le cabinet McKinsey voit dans l'intelligence artificielle la possibilité de renouer avec une croissance de la productivité qui diminue d'environ 1 % par an depuis vingt ans. L'intelligence artificielle intégrée à d'autres technologies pourrait augmenter la productivité de 0,2 % à 3,3 % par an...

La bonne gestion de cette transition pourrait sortir l'économie mondiale de la phase de stagnation séculaire de la productivité et aboutir à l'objectif d'une humanité augmentée, plutôt qu'une humanité automatisée.

Source : <https://urlz.fr/mLza>

◆◆◆◆◆◆ Planétarisation

► AXA Future risks report 2023/AXA, 2023

Tags : Crises | Risques mondiaux | Intelligence artificielle | Cybersécurité | Confiance |

La dixième édition du Future Risks Report 2023 d'AXA met en lumière un monde en "polycrise". Les trois dernières années ont été marquées par des événements majeurs tels que la pandémie sanitaire mondiale, la guerre en Ukraine et l'accentuation des conséquences du réchauffement climatique. A ces défis s'ajoutent l'émergence de risques liés à l'intelligence artificielle et à la cybersécurité, ainsi qu'un cadre géopolitique de plus en plus instable.



Cette étude, menée auprès de 3 500 experts de 50 pays et basé sur un échantillon de 20 000 personnes du grand public dans 15 pays, révèle que la notion de "polycrise" caractérise l'entrecroisement de tensions géopolitiques, de l'émergence exponentielle de nouvelles technologies telles que l'Intelligence artificielle générative et de l'accélération du réchauffement climatique.

Les points saillants du Future Risks Report 2023 incluent :

- **les risques liés à l'Intelligence artificielle et au Big Data** : ces risques enregistrent la plus forte progression dans le classement des experts, passant de la 14^{ème} place en 2022 à la 4^{ème} en 2023. La majorité des experts (64 %) et du grand public (70 %) estime même qu'il serait nécessaire d'interrompre la recherche sur l'Intelligence artificielle.
- **les risques liés à la cybersécurité** : pour la sixième année consécutive, ces risques sont en tête du classement des experts. Pour la première fois, ils intègrent, également, le Top 3 de la population générale, avec le motif de la "cyber-guerre" étroitement lié à l'instabilité géopolitique.
- **le réchauffement climatique** : occupant la première place chez les experts et le grand public, le réchauffement climatique est classé en tête dans toutes les régions du monde et représente de ce fait une préoccupation mondiale.
- **le sentiment de vulnérabilité** : celui-ci reste élevé, avec 84 % des experts estimant être plus vulnérables au niveau national et 73 % au niveau local. Une tendance similaire se manifeste dans la population générale.
- **la confiance dans le rôle des acteurs** : le niveau de confiance envers les scientifiques augmente, avec 84 % des experts et 70 % de la population générale exprimant leur confiance. La confiance envers les entreprises progresse également. Parallèlement, 93 % des experts et 74 % de la population considèrent le rôle des assureurs comme important, voire très important, pour limiter les impacts des risques futurs.

Source : <https://www.axa.com/en/press/publications/future-risks-report-2023-report>



◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆ GOUVERNANCE

► SIPRI Yearbook 2023 – Armements, désarmement et sécurité internationale, 2023

Tags: Politique | SIPRI | Géopolitique | Tendances | Sécurité internationale | Armement | Désarmement | Forces nucléaires | Opérations de paix |

Ce rapport présente les tendances et les évolutions marquantes de 2022 dans les domaines de l'armement, du désarmement et de la sécurité internationale.

Le rapport souligne la gravité de la situation de la sécurité internationale, appelant les Etats pour une coopération mondiale afin d'apaiser les tensions, ralentir les courses aux armements et faire face aux conséquences environnementales et alimentaires mondiales.

Ce rapport met en lumière la détérioration continue de la sécurité internationale, fortement influencée par la guerre en Ukraine en 2022. Cette guerre a été le seul conflit interétatique majeur impliquant des armées permanentes, tandis que la plupart des autres conflits se sont déroulés à l'intérieur des Etats, impliquant des groupes armés non étatiques ; 56 États étaient en proie à un conflit armé, dont trois sont qualifiés de conflits, en Ukraine, à Myanmar et au Nigéria, ayant enregistré au moins 10.000 morts. L'Afrique est restée la région la plus touchée par les conflits, avec deux coups d'Etat réussis et trois tentatives infructueuses.

Malgré la guerre en Ukraine, la diplomatie onusienne a continué de gérer d'autres conflits, avec le Conseil de sécurité de l'ONU en mandatant des opérations de paix et des initiatives de médiation. Cependant, des solutions décisives n'ont pas été trouvées pour des défis tels que la violence djihadiste au Sahel et l'effondrement de l'ordre public en Haïti. En dehors de l'Europe, l'Union africaine et les entités sous-régionales africaines ont fait face aux défis de la violence djihadiste et des coups d'Etat, repoussant les groupes djihadistes en Somalie et au Mozambique.

Selon ce rapport les neuf Etats dotés de l'arme nucléaire, dont les Etats-Unis, la Russie, le Royaume-Uni, la France, la Chine, l'Inde, le Pakistan, la République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord) et Israël, poursuivent la modernisation de leurs arsenaux nucléaires. En 2022, plusieurs de ces pays ont déployé de nouveaux systèmes d'armes nucléaires ou capables de l'être.

En janvier 2023, le stock mondial estimé de 12.512 ogives nucléaires comprenait environ 9576 armes dans les arsenaux militaires, soit 86 de plus qu'en janvier 2022. Environ 3844 de ces ogives étaient déployées avec des missiles et des avions et environ 2000, principalement, détenues par la Russie et les Etats-Unis, étaient maintenues en état d'alerte opérationnelle élevée.



La Russie et les Etats-Unis possèdent ensemble près de 90 % de toutes les armes nucléaires et bien que la taille de leurs arsenaux nucléaires semble avoir été relativement stable en 2022, la transparence concernant leurs forces nucléaires a diminué après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022.

Le rapport estime que la taille de l'arsenal nucléaire de la Chine est passée de 350 ogives en janvier 2022 à 410 en janvier 2023 et cette croissance devrait se poursuivre.

Bien que le Royaume-Uni n'ait pas augmenté son arsenal nucléaire en 2022, le stock de têtes nucléaires devrait croître à l'avenir en raison de l'annonce du gouvernement britannique en 2021 de porter sa limite de 225 à 260 ogives. En 2022, la France a poursuivi ses programmes de développement de sous-marins balistiques nucléaires de troisième génération et de nouveaux missiles de croisière lancés par air, tout en rénovant et mettant à niveau ses systèmes existants.

L'Inde et le Pakistan semblent étendre leurs arsenaux nucléaires, avec un accent croissant de l'Inde sur des armes à plus longue portée, visant potentiellement la Chine. La Corée du Nord maintient son programme nucléaire comme élément central de sa stratégie de sécurité nationale, ayant réalisé plus de 90 tests de missiles en 2022, dont certains pourraient transporter des ogives nucléaires. Israël, bien qu'il ne reconnaisse pas officiellement détenir des armes nucléaires, modernise son arsenal.

La diplomatie nucléaire a été sérieusement compromise par l'invasion russe de l'Ukraine, entraînant la suspension des dialogues entre les Etats-Unis et la Russie ainsi que la suspension de la participation russe au Traité New START. Les tensions géopolitiques élevées, la crise en Iran et le manque de transparence des Etats-Unis et du Royaume-Uni quant à leurs forces nucléaires augmentent les risques d'erreur ou d'accident. Une restauration de la diplomatie nucléaire et le renforcement des contrôles internationaux sont considérés comme urgents.

Les dépenses militaires mondiales ont connu une huitième augmentation consécutive, atteignant un record estimé de 2 240 milliards de dollars selon ce rapport. Malgré une augmentation annuelle de 3,7%, la part de ces dépenses dans le PIB mondial est restée stable à 2,2%, en raison de la croissance économique mondiale en 2022. En moyenne, les gouvernements ont alloué 6,2% de leur budget aux dépenses militaires, équivalant à 282 dollars par personne.

Source: https://www.sipri.org/sites/default/files/2023-09/yb23_summary_fr.pdf



INDEX DES TAGS

A

Adaptation	3
Approvisionnement	3
Armement	10
Atténuation	3
Automatisation	6

C

Changement climatique	3
Climat	3
Confiance	7
Coopération internationale	1
Crises	7
Croissance économique	6
Cybersécurité	7

D

Désarmement	10
Durabilité	1

F

Forces nucléaires	10
-------------------------	----

G

Géopolitique	10
--------------------	----

H

Hydrogène	3
-----------------	---

I

Intelligence artificielle	6
Investissements	3

O

Opérations de paix	10
--------------------------	----

P

Politique	10
Productivité	6

R

R&D	6
Risques mondiaux	7

S

Sécurité internationale	10
SIPRI	10

T

Technologies	6
Transition énergétique	1

U

Union européenne	1
------------------------	---

